

Position dans le programme: Classe terminale, pôle thématique

Quelles politiques sociales et quels dispositifs d'action sociale pour favoriser le bien-être des individus et des groupes ainsi que la cohésion sociale ?



THÈME:

LE LOGEMENT, ENJEU DES POLITIQUES SOCIALES

Pôle: social

Capacités développées, exigibles selon le programme:

- Justifier un problème social
- Identifier un besoin social
- Analyser un plan et repérer la politique mise en place

Notions abordées:

Prérequis de première:

- Identifier et définir un **besoin fondamental**
- Identifier un **problème social**
- Mobiliser les **indicateurs** pour évaluer la cohésion sociale d'une population

Notions de Terminale :

- Politique sociale: exemple d'une politique sectorielle
- Précarité
- Analyse des besoins sociaux
- Les acteurs et la nécessité de coordination: partenariat, association
- Intervention sociale: accompagnement social, solidarité,



DOCUMENT PROF

Q1: Justifier que le logement est un besoin fondamental, et que le mal-logement des jeunes est un problème social.

Logement besoin de sécurité,

avoir un logement et un logement digne et salubre est un droit fondamental,

mal logement= problème social, le mal logement ne permet pas à l'individu de vivre dignement. Il est un obstacle à la vie sociale d'un individu (ou groupe d'individus).

Reconnaissance d'un problème social:

Ampleur importante

document 1: les jeunes premières victimes du mal logement

conséquences sociales

87% des jeunes vivants chez leur parent, ont une grande inquiétude de trouver un premier logement

29% des jeunes (18-28 ans) qui ne vivent plus chez leurs parents, vivent dans logements trop petit

29% des jeunes (18-28 ans) qui ne vivent plus chez leurs parents, ont des difficultés pour chauffer leur logement

21%des jeunes (18-28 ans) qui ne vivent plus chez leurs parents,, vivent dans un logement surpeuplé

17% des jeunes (18-28 ans) qui ne vivent plus chez leurs parents, ont des difficultés pour payer leur loyer

conséquences économiques: **La répartition des dépenses courantes entre jeune vivant seul et jeunes vivant chez leurs parents:** Les premières dépenses pour un jeune vivant seul sont : le loyer (37% des dépenses,) et l'alimentation (24% des dépenses) contre les sorties (32%) et les transports et vêtements (25% et 24%) pour les jeunes vivant chez leurs parents.

- conséquences: les jeunes acceptent des logements insalubres, ou le surpeuplement, Augmentation des bidonvilles dans les villes
- mobilisation des acteurs: Fondation Abbé Pierre

Médiatisation: chaque année la fondation publie un rapport,

Ce que les associations essayaient depuis 5 ans sans succès, la médiatisation de l'action choc du collectif les enfants de Don Quichotte, a permis de débloquer des fonds et de

mobiliser les pouvoirs publics (élément déclencheur, le saut dans le canal St-martin + les tentes rouges le long du bords du canal St-Martin). (doc4)

Mobilisation des pouvoirs publics :

Suite à l'action : mise en place d'un plan d'urgence et argent débloqué.

Réflexion : Le logement social est un besoin fondamental mais il ne peut être résolu de façon isolée. A côté d'une action éclat médiatisée qui peut permettre de faire avancer les choses, les associations soulignent l'importance de leurs rôles dans un accompagnement plus global de la personne, la solution étant plus complexe que le seul accès au logement (3 ans d'accompagnement social seraient nécessaires pour chaque année passée dans la rue).

Q2: Identifier les problèmes de logement sur un territoire: l'exemple de la région parisienne

Définition - **territoire d'action sociale**: en action sociale c'est la délimitation administrative ou du secteur d'intervention, mais aussi appropriation symbolique un espace par un groupe ou un individu.

- Peu de logement (doc2 vidéo)
- Des logements loués très chers et qui ne correspondent pas forcément aux normes de location (trop petits pour obtenir les aides, insalubrité,...) (doc2 vidéo)
- La région concentre 33 % des habitants en bidonvilles, près de 34 % des demandes HLM, 41 % des expulsions locatives effectives [...], 59 % des recours Dalo [droit au logement opposable, NDLR], 63 % des situations de surpeuplement accentué (doc 3)
- Obtenir un logement social relève de l'exploit, alors que l'an dernier, une demande sur dix seulement a pu être satisfaite (doc3)
- Si le revenu moyen des parisiens est 25% + cher que la moyenne parisienne, le prix moyen d'une location est 52% + cher que la moyenne nationale (schéma fin doc3)
- Personnes sans domicile qui se retrouvent à dormir dans des tentes (vidéo doc4)

Q3: Les dispositifs d'aide au logement

Q3.1- Montrer l'importance de développer plusieurs dispositifs d'aide au logement avec les acteurs de terrain et leurs partenaires.

La situation du logement en Ile de France est tendue puisqu'il faut 5 à 10 ans d'attente pour obtenir un logement social (doc5)

Document 5: éléments d'analyse

Dispositif sous forme d'une résidence, tremplin vers l'autonomie. Création d'une résidence jeunes travailleurs qui accueille les 18-35 ans pendant 2 ans avant de les conduire vers un logement social autonome.

Tremplin vers l'autonomie, création d'une résidence jeune travailleur accueille les 18-35 ans pendant 2 ans avant de les conduire vers un logement social autonome.

Partenaires:

- ville de Choisy-le-Roi
- l'Almi : Association qui propose un accompagnement social des résidents: aide administratif, demande de logement social, APL, mutuelle. L'objectif est que les résidents puissent obtenir un logement et le gérer en autonomie.
- Le réseau Batigère propose ce type de logement pour répondre de manière temporaire à l'accès à un toit pour les jeunes en difficulté.

Document 6: éléments d'analyse

Dispositif de transformation de bureaux en logements avec charte.

Constat, à Paris on manque de logement alors qu'il y a 3,3 millions de m² de bureaux inutilisés.

4 000 m² de bureau transformé en 84 logements en 2016 et une crèche, par l'entreprise Novaxia, spécialisée dans la transformation **des lieux urbains abandonnés en logement neuf et adapté.**

Acteurs: - Novaxia, réhabilitation de bureaux en appartement, mettant en application la **loi ELAN**: accélère les procédures de constructions de logement

- Ministre chargé de la ville et du logement: souhaite rénover les espaces urbains vacants. **signature d'une charte** qui engage la transformation 500 000 m² de bureaux vacants en logement, en ile de France, d'ici fin 2022
- la ville de Paris 20ème La Maire : augmenter le nombre de logements tout en gardant l'identité du quartier

Attendu:

=> Pour répondre aux enjeux du mal-logement, différents acteur interviennent: **des acteurs privés**, les associations(AMLI) qui repèrent et accompagnent les personnes en difficultés,

des promoteurs immobiliers (NOVAXIA), qui construisent et réhabilitent des bureaux vacants en logement neuf et adapté.

Le réseau batigère, il intervient en soutien des collectivités en développant des réponses adaptées au problématique, et pour mieux répondre aux enjeux des territoires (<https://www.Presentation-du-Reseau-BATIGERE>). Ici, création de logement pour jeune travailleur.

des acteurs publics: Le ministre, promouvoir la création de nouveau logement

Les mairies, application de la loi pour respecter le taux de logements sociaux, vigilance sur la mixité

Q3.2- Expliquer la nécessité d'une complémentarité avec les dispositifs nationaux.

- Dispositifs nationaux d'aide au logement avec la Caf (doc8): correspondent à une aide lorsque les personnes ont déjà un logement pour faciliter leur maintien dans le domicile. ➡ Un dispositif local, comme dans le doc 5, avec la résidence pour jeunes travailleurs, sollicite ainsi les nombreux dispositifs d'aide au logement pour les intégrer dans son offre de prise en charge globale.
- le plan quinquennal pour le logement d'abord: Bien qu'il s'agisse d'un plan national, il est indispensable de territorialiser la mise en œuvre du plan. Le projet de plan s'articule autour de cinq grandes priorités : la production et la mobilisation de logements abordables, l'accélération de l'accès au logement, l'accompagnement des personnes, la prévention des ruptures et la mobilisation des acteurs et des territoires. ➡ L'exemple présenté en région parisienne avec le doc 6 nous montre comment ce plan quinquennal est appliqué localement avec la transformation de bureaux en logements pour accélérer l'accès au logement
- Le plan s'appuie sur plusieurs axes dont la priorité 1 : Produire et mobiliser plus de logements abordables et adaptés aux besoins des personnes sans-abri et mal logées. ➡ Les exemples de logements pour jeunes travailleurs doc 5 et doc 6 (avec création de logements pour jeunes travailleurs) permettent de répondre aux problématiques d'un public qui a du mal à accéder à un logement (voir Q1)
- La priorité 5 : Mobiliser les acteurs et les territoires pour mettre en œuvre le principe du logement d'abord ➡ Comme expliqué en 3.1, de nombreux acteurs interviennent localement: mairie, promoteurs immobiliers, associations, réseau Batigere,...